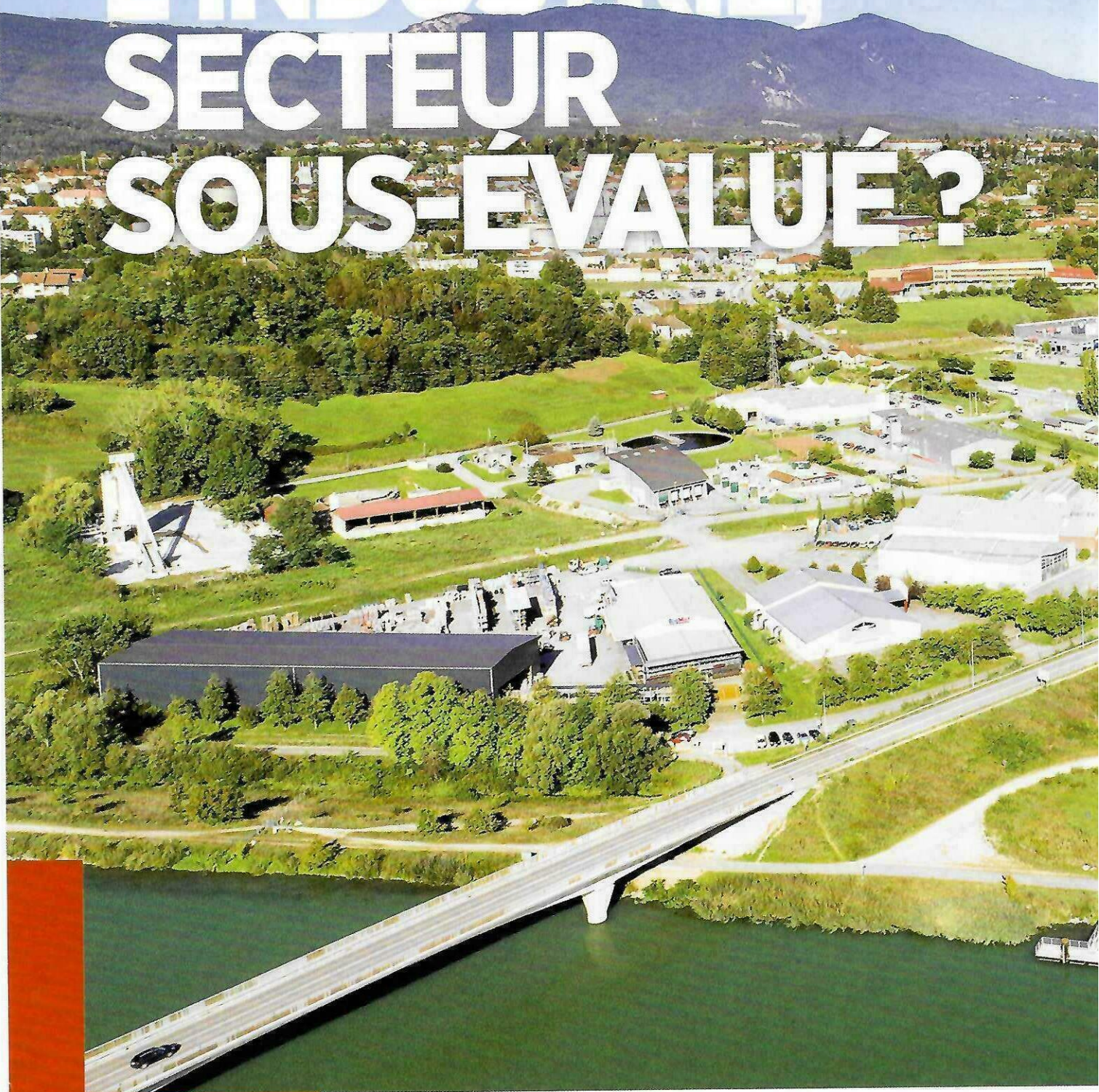


EMPLOI L'INDUSTRIE, SECTEUR SOUS-ÉVALUÉ ?



L'AIN EST RÉPUTÉ POUR LE POIDS DE L'EMPLOI INDUSTRIEL
DANS L'EMPLOI TOTAL. MAIS LES STATISTIQUES PRENNENT-ELLES
BIEN TOUT EN COMPTE, NOTAMMENT L'INTÉRIM ?
ET QUELLES CONSÉQUENCES CELA POURRAIT-IL AVOIR ?



SÉBASTIEN JACQUART

Coprésident de l'association d'entreprises Bugey Développement, Hervé Joubert en est convaincu, l'emploi industriel sur le territoire de Bugey Sud et plus généralement dans l'Ain, est sous-estimé, notamment pour une raison simple : les personnels intérimaires sont comptabilisés dans les statistiques, comme effectifs des services. « *Quand nous avons été sollicités par la communauté de communes pour accompagner la construction du plan de développement économique du Bugey Sud, il nous a semblé que les données de base étaient anciennes et pas forcément significatives, détaille-t-il. Aujourd'hui responsable des infrastructures, je travaille chez Volvo à Belley depuis longtemps. Notre volume d'emploi peut varier de manière importante selon les périodes. Nous pouvons arriver ainsi jusqu'à 30 % d'intérim, le plus souvent sur des postes de production. Il faudrait savoir si notre entreprise est significative. Mais, en* »



Pour établir un schéma de développement, il faut les bonnes données.

Hervé Joubert

C'est dans le Haut-Bugey que l'emploi industriel est le plus élevé.

☛ extrapolant, au lieu d'avoir 25 % d'emploi industriel sur ce territoire, nous serions au-delà des 35 %. Or, en matière d'infrastructures, cela peut changer bien des choses. Le schéma de développement économique doit intégrer les besoins des entreprises en matière d'hébergement, mais aussi de foncier pour leur futur développement. C'est une approche à conduire sur 20 ans. Il faut donc s'assurer de partir de bonnes données d'entrée.»

INTÉRIMAIRES NOMBREUX

Ce sentiment est-il bon ? Chez Prism'Emploi, l'organisation professionnelle du recrutement et de l'intérim, on confirme que les chiffres de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), en tout cas ses études trimestrielles sur l'emploi salarié, considèrent l'intérim dans les services, notamment en lien avec le code NAF des agences. Mais, il existe des statistiques plus fines, mensuelles, sur le travail temporaire, qui prennent en compte les secteurs de destination. Prism'Emploi produit d'ailleurs son propre baromètre, qui décompte 100 % des heures exécutées, ramenées en équivalent temps plein. Ses analyses lui permettent ainsi d'affirmer, par la voix de son président régional, Philippe Giraud : « Dans l'Ain, environ 50 % de nos effectifs sont délégués à l'industrie et 14 % aux services, contre respectivement 26 % et 23 % pour le Rhône, à titre de comparaison. Le BTP, c'est 17-18 % de l'intérim en France, dans l'Ain 10 %. Pour

La Plastics Vallée en pole position

Dans n'importe quel sens que l'on prenne les statistiques, le Haut-Bugey figure en tête pour l'emploi industriel. Celui-ci représente en effet 44,3 % de l'emploi salarié privé et encore 35,1 % de l'emploi salarié public et privé confondus. On pense évidemment au rôle que joue la plasturgie sur ce territoire. « Mais nous avons aussi de nombreux acteurs du bois, notamment de la première transformation, ainsi que des fabricants de menuiseries, bois, PVC ou aluminium, susceptibles de rentrer dans différentes catégories. Nous pourrions mentionner également, même s'ils sont moins nombreux, les acteurs de l'agroalimentaire. Et toutes ces entreprises ont recours, de manière plus ou moins importante, à des effectifs intérimaires », remarque Régine Cherigie, membre du bureau des Acteurs économiques de la Plastics Vallée (AEPV) et responsable de secteur pour une agence de travail temporaire dans les départements de l'Ain, du Rhône et de la Saône-et-Loire. Et celle-ci d'ajouter : « Le Haut-Bugey est un territoire varié et pas seulement en termes d'activités industrielles. L'association AEPV est d'ailleurs à l'image du bassin. Nous avons des membres issus des services, du BTP, de l'industrie, du commerce... C'est une volonté des élus à sa création, en 2009, en pleine crise financière, de tous nous regrouper pour que nous nous connaissions mieux et que nous travaillions davantage les uns avec les autres. Ça a bien marché. La preuve, le nombre d'adhérents n'a jamais cessé de progresser pour atteindre près de 350 membres en 2024. » Parmi les entreprises adhérentes, en effet, 49,7 % sont des services, 41,8 % de l'industrie et 8,5 % du bâtiment, 16,3 % n'ont pas de salarié, 38,6 % en emploient de 1 à 10, 26 % de 11 à 50, 7,5 % de 51 à 100, 8,2 % de 101 à 250, 3,4 % plus de 250. Cette diversité rend le poids de l'emploi industriel dans l'emploi total d'autant plus remarquable.



Dans l'Ain, 50 % des effectifs intérimaires sont dédiés à l'industrie

Philippe Giraud

L'industrie, la moyenne hexagonale se situe autour de 35 %. En équivalent temps plein, nous comptons 110 000 intérimaires en Auvergne-Rhône-Alpes dont 8 000 sont délégués aux entreprises aindinoises. Cela en fait donc 4 000 pour l'ensemble des secteurs industriels, tous confondus : agroalimentaire, plasturgie, mécanique, carrosserie... »

UN POIDS RELATIF EN BAISSÉ

Certes, reconnaît Philippe Giraud, le marché est difficilement lisible, aujourd'hui. « Nous observons des baisses conjoncturelles d'activité, mais pas partout. L'industrie automobile vit un changement de modèle et emploie beaucoup moins d'intérimaires. Mais d'autres secteurs vont très bien, comme l'emballage ou la pharmacie. Tout le monde croit que la France perd de l'industrie. Or, nos chiffres n'indiquent pas de baisse des besoins en main-d'œuvre intérimaire dans le secteur, seulement une stabilité, de 2016 à 2023. » En revanche, ces besoins augmentent dans les services, ce qui tend à grossir leur part relative. Malgré les aléas conjoncturels, malgré les gains de productivité, malgré les nouvelles technologies, le nombre d'équivalents temps plein intérimaires dans l'industrie s'élève toujours à 270 000 en France. Mais ceux du tertiaire (hors bâtiment et industrie) sont passés de 250 000 à 370 000. Que les effectifs dédiés à l'industrie soient stables, en progression ou même s'ils étaient en baisse, sur des territoires de quasi plein emploi comme l'Ain, les agences devraient

Des emplois qui payent

Selon une étude de l'Insee (*Jire Eco de l'Ain du 3 avril*), en 2022, le salaire mensuel net moyen pour un temps complet dans le secteur privé en Auvergne-Rhône-Alpes s'élève à 2 532 euros (2 401 euros dans l'Ain). Une moyenne qui classe le territoire en tête des régions de province où le salaire moyen s'élève à 2 380 euros, l'Île-de-France faussant la moyenne nationale avec une rémunération bien plus haute (3 377 euros) qu'ailleurs. Or, sa position, Aura la doit à l'industrie. « Quel que soit le domaine d'activité, les salaires pratiqués (en moyenne 2 956 euros en équivalents temps plein par mois) y restent supérieurs à ceux de la France hors région parisienne (2 759 euros). Ce secteur important en Aura, se distingue en effet par des niveaux de rémunération élevés, légèrement au-dessus de ceux de France hors Mayotte (2 906 euros). L'industrie propose

des salaires nettement supérieurs à la moyenne régionale quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, conférant ainsi au secteur une forte attractivité salariale, indique l'institut de la statistique. Le raffinage affiche des rémunérations mensuelles moyennes de 4 636 euros, suivis par l'industrie pharmaceutique (3 870 euros) et la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (3 781 euros). Ces secteurs comprennent en effet de nombreux emplois d'un haut niveau de qualification. Des salaires plus élevés concernent aussi les personnes exerçant dans des domaines à forte valeur ajoutée, tels que la recherche et développement scientifique (3 755 euros) ou encore, la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (3 396 euros). »

La zone d'activité
de Ceyzériat.





Il nous faut faire évoluer les compétences de nos intérimaires

Philippe Giraud

La zone industrielle de Pont-d'Ain, au nord d'Ambérieu-en-Bugey.

« Imaginer des solutions pour recruter. » Par exemple, faire de l'insertion, note Philippe Giraud. Aujourd'hui, avec la Loi Pénicaud de 2018, nous avons même la possibilité d'accompagner des personnes en situation de handicap vers les métiers. Et puis, il nous faut faire évoluer les compétences de nos intérimaires, qu'ils soient capables de monter des sous-ensembles pour la carrosserie industrielle ou de programmer des robots. Nous connaissons beaucoup de changements dans notre environnement. »

RESTER ATTRACTIF

Hervé Joubert est bien d'accord. « L'emploi industriel lorsqu'il est qualifié, impose souvent de faire venir des gens de loin. Il faut donc savoir les attirer et les retenir. Mais, il faut aussi chercher à faire évoluer la population locale vers les besoins de qualification et de compétences requis par les entreprises in situ, considère-t-il. Cette attractivité passe d'abord par des arguments professionnels, mais aussi par des éléments de qualité de vie qui donnent envie de se projeter sur le territoire : logement, accès à des loisirs... » Or, une sous-estimation de l'emploi industriel pourrait conduire à sous-dimensionner ces éléments. « Avec un réservoir de ressources humaines qui touche à ses limites, les exigences de facilité d'accès, de mobilité et de logistique peuvent conduire certains industriels à se rapprocher des grands pôles, ce qui nous ferait courir un risque d'isolement. Un risque d'autant moins à négliger qu'un certain nombre d'emplois indirects peuvent disparaître avec,

« Des passerelles de l'industrie à la logistique »

Vincent Seigle, directeur commercial du Groupe Hero

Le Groupe Hero possède neuf sociétés d'intérim en Rhône-Alpes, entre Savoie, Haute-Savoie, Ain, Isère et Rhône, qui représentent un peu plus de 3 000 personnes recrutées pour un millier d'intérimaires en poste, en équivalents temps plein, en 2024, dont la moitié dans l'Ain environ. Parmi celles-ci figure Bugey Ain'térim, implantée à Belley, Ambérieu-en-Bugey et Bellignat. « À l'échelle du groupe, 55 à 60 % de nos effectifs sont dédiés à l'industrie, ce qui vaut aussi dans l'Ain. Mais, cette proportion peut monter à 75-80 %, sur des territoires comme la Plastics vallée ou la vallée de l'Arve, observe Vincent Seigle, directeur commercial du groupe. D'une manière générale, les deux secteurs les plus gourmands en main-d'œuvre intérimaire sont l'industrie et la logistique. Pas mal de travailleurs temporaires passent de l'un à l'autre, d'ailleurs, car on y retrouve des métiers communs, avec une montée en compétences du côté de la

logistique qui s'industrialise. L'industrie a beaucoup investi dans l'automatisation, au cours des dernières années, ce qui a eu pour effet de faire baisser le volume d'emplois, notamment sur des postes peu qualifiés, et de provoquer une montée en compétences. La logistique vit à présent le même mouvement. » Il convient donc de faire monter les personnels en compétence. Le Groupe Hero dédie une personne, en interne, à cette mission. « Nous avons des formations de deux types, réglementaires, par exemple en faisant passer des Caces, ou qualifiantes et professionnalisantes, sur des métiers de monteur-câbleur, de l'assemblage, de la conduite de lignes automatisées... Et nous sommes en train de remettre en place un CQPM (Certificat de qualification paritaire de la métallurgie) en soudure, termine Vincent Seigle. Des tests d'aptitudes sont proposés aux demandeurs d'emploi pour les conduire vers ces métiers. »



**Un risque
d'isolement
à ne pas
négliger.**

Hervé Joubert

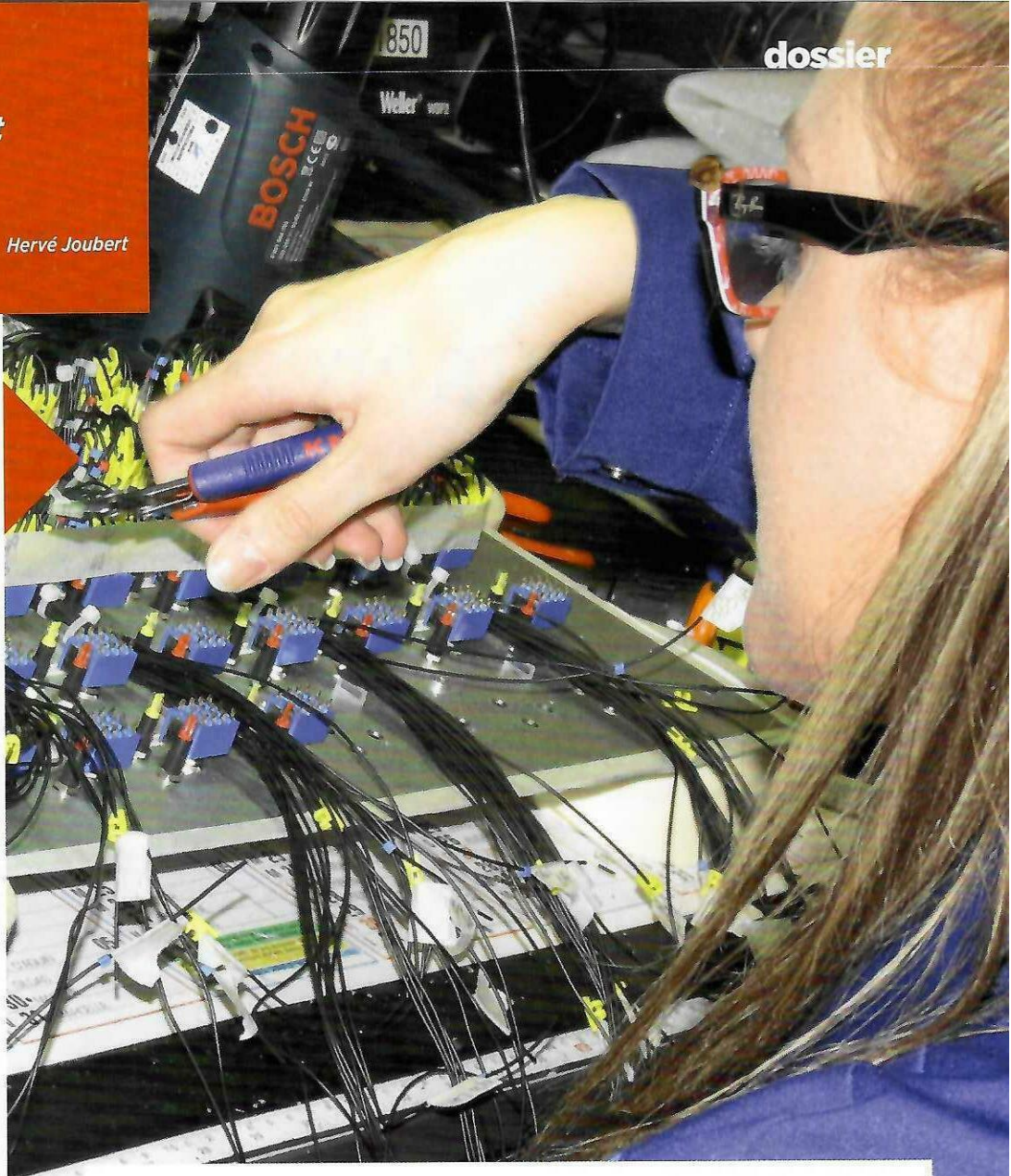
**Belley est une vraie
Electric Valley, selon
François Perrier.**

y compris dans les services », s'alarme-t-il. Mais, il relativise aussitôt : « Les problématiques peuvent être similaires entre industrie et services. Le plus gros employeur aujourd'hui à Belley, c'est l'hôpital. Et faire venir un chirurgien, c'est répondre aux mêmes exigences que pour attirer des ingénieurs de pointe. »

LA RÉALITÉ STATISTIQUE

Que disent les statistiques, pour finir ? L'Ain se classe aujourd'hui au sixième rang national, avec 21,16 % d'emplois industriels (43 497 postes) dans l'emploi total. Avec 38,8 % de l'emploi salarié privé dans les usines et ateliers, Bugey Sud occupe la quatrième position dans le département, derrière Haut-Bugey Agglomération (44,3 %), la Communauté de communes Val de Saône Centre (42,9 %) et celle de la Veyle (38,8 %). En intégrant le secteur public, Bugey Sud bascule au cinquième rang avec 24 %, derrière le Haut-Bugey (35,1 %), la Veyle qui passe deuxième (27,8 %), Val de Saône Centre et la Plaine de l'Ain (ex aequo avec 24,4 %). Les 4 000 salariés intérimaires délégués à l'industrie ne changeraient pas grand-chose à ces chiffres.

Dans ce département déjà atypique, Bugey Sud se différencie encore. Le territoire présente un tissu industriel extrêmement diversifié, avec des unités importantes dans chaque secteur (*lire l'encadré ci-contre*). Mais cette activité est concentrée sur quelques pôles, Belley, Culoz, Briord... D'où, sans doute, ce sentiment d'avoir besoin d'infrastructures spécifiques. ■



Bugey Sud : Une activité concentrée ?

De l'avis des observateurs extérieurs au territoire de Bugey Sud, l'activité industrielle y est concentrée sur quelques pôles et quelques entreprises. Les chefs d'entreprise locaux sont plus nuancés. Ils veulent bien admettre une concentration géographique, mais pour le reste, à l'image de François Perrier, président de Gérard Perrier Industrie (GPI) et de l'UIMM de l'Ain, ils jugent la diversité importante. « Si l'emploi industriel repose sur quelques acteurs très visibles comme la CIAT à Culoz, il peut aussi s'appuyer sur de nombreuses ETI. Chez Geral (groupe GPI, NDLR), nous sommes déjà plus de 300. Mais l'on peut citer également Comatel qui, avec ses différentes filiales doit compter, au bas mot, 200 personnes. Conductix en emploie autant, Sofilec, 145. Et l'on n'a cité là, que les gros de l'électricité. Belley est une vraie Electric Valley ! L'on y trouve de nombreuses PME, notamment de sous-traitance. » Et l'industriel d'énumérer encore, les secteurs de la mécanique (Volvo Compact Equipment, Valente, Ugivis...), de la maroquinerie, de l'agroalimentaire (Guilloteau) ou encore, de l'énergie avec la Compagnie nationale du Rhône. « Ces sociétés sont là depuis longtemps et ont tendance à se développer, notamment le pôle électrique, souligne encore François Perrier. C'est attesté par la présence de nombreuses agences intérim à Belley, qui sont souvent spécialisées dans l'industrie. » De quoi entretenir le sentiment d'un poids sous-estimé, des activités de production.